

Article du *Canard enchaîné* sur le G7: démenti des deux plateformes «Alternatives G7» et «G7 EZ!»

Communiqué des plateformes « Alternatives G7 » et « G7 EZ ! », organisatrices du contre-sommet du G7, suite à la parution d'un article du Canard Enchaîné, daté du mercredi 28 août 2019.

À aucun moment les plateformes n'ont eu de « discrètes négociations avec Laurent Nunez ».

Nous démentons fermement l'information du Canard Enchaîné selon laquelle, "En échange d'une annulation des sept rassemblements de désobéissance civile, les responsables des deux groupes d'activistes locaux ont eu l'autorisation officielle de défiler le dimanche dans Bayonne, lors de la marche dite "des portraits".

Nous avons eu des contacts avec les autorités, notamment avec les sous-préfets et la mairie d'Hendaye parce qu'il a fallu exiger de manière répétée aux autorités préfectorales que les forces policières reculent : à plusieurs reprises elles se sont postées à l'entrée du camp, engendrant des tensions supplémentaires destinées à saboter le consensus d'action porté sur le camp et à justifier une répression toujours plus intense.

Nous avons pourtant été clairs dès le dimanche 25 à midi devant un grand nombre de journalistes, lors d'une conférence de presse. Cette action a été annulée pour deux raisons :

L'arrestation vers 3h du matin d'une personne clé pour la mise en place dans de bonnes conditions du mur populaire du 25. Une action mal maîtrisée aurait certainement eu pour conséquences l'arrestation de nombreuses personnes et aurait affaibli considérablement les forces vives sur le camp.

Un climat de tensions et de provocations par les forces de police qui s'était amplifié. Nous avons réussi à éviter l'invasion du camp par les forces de l'ordre. Un scénario qui s'était déroulé à Gênes en 2001 et que nous voulions éviter à tout prix. Dans ce cadre nous ne souhaitons pas mener de front l'encadrement des actions du 25 et assurer la sécurité du campement, où résidaient par ailleurs des familles avec des enfants en bas âge, des personnes âgées ou handicapées. Nous avons choisi de garder nos forces sur le camp pour le protéger jusqu'au bout.

Nous dénonçons que différents secteurs puissent apparemment alimenter les dissensions entre militants et les fausses rumeurs sur les organisateurs du contre-sommet. Il semble qu'une campagne est menée pour ternir l'image d'un contre-sommet qui lui, pour sa part, a réussi à faire converger une centaine de mouvements sociaux basques et hexagonaux autour de la défense et de la construction commune d'alternatives sociales, écologiques et politiques. Cette manœuvre n'a d'autre but que de diviser le front qui se dessine avant une rentrée sociale qui s'annonce chargée. Nous ne tomberons pas dans le panneau.

Enfin, nous déplorons plus d'une centaine d'interpellations préventives et des gardes à vues injustifiées dont trois observatrices de la LDH, des militant·e·s de nos associations et des journalistes. Nous comptons aussi des dizaines de blessés. Trois personnes de nationalité allemande ont été interpellées dans des conditions toutes aussi douteuses et condamnées en comparution immédiate respectivement à 3 mois et 2 mois de prison ferme sur le

fondement de l'infraction de groupement en vue de commettre des violences alors qu'ils étaient dans leur véhicule lors de l'interpellation. Ils sont actuellement en détention.

29 août 2019